

ARRETE DU MAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

N°ST 2024_040

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande, du 08 février 2024 de la SARL CHANTEPY-BAYARD, rue Maryse Bastie – 26500 BOURG LES VALENCE pour le compte de la société les Gentlemen du déménagement, représentée par Monsieur David DANE, exploitant logistique ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,
VU le Code général des collectivités territoriales,
VU le Code de la route,
VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée,

CONSIDERANT que pour permettre la réalisation d'un déménagement au 30 boulevard Riondel, d'assurer la sécurité des employés chargés de leur réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE

Article 1 - Réglementation : La circulation et le stationnement seront temporairement réglementés boulevard Riondel au droit du n°30 dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable le 15 février 2024.

Article 2 - Restriction de circulation et de stationnement : l'entreprise est autorisée à empiéter sur la chaussée, au droit du n°30 boulevard Riondel sur la voie qui tourne à droite au niveau du feu tricolore, afin d'effectuer un déménagement.

Selon les besoins du chantier :

- La circulation sera interdite sur la voie de circulation qui tourne à droite au droit du n°30 boulevard Riondel
- L'accès aux propriétés riveraines et aux services de secours sera maintenu.
- L'arrêt et le stationnement des véhicules autres que ceux de l'entreprise seront interdits dans l'enceinte du chantier
- Une déviation adaptée sera mise en place par l'entreprise.
- La circulation piétonne est interdite dans l'emprise du chantier et une déviation sera mise en place pour dévier les piétons sur le trottoir opposé autant que nécessaire.

Article 3 - Sécurité et signalisation : La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, par l'entreprise chargée des travaux. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée.

Article 4 - Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Madame la Directrice générale des Services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 5 - Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 12 février 2024,

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,

Pour le Maire et par délégation,

La Cheffe de Service des Espaces Publics,
Gwenaëlle LAMY

